

L'irrésistible internationalisation des villes et des territoires

Enjeux, dynamiques et perspectives de l'internationalisation des collectivités territoriales

11 & 12 décembre 2017 - Lyon

Entre « l'amnésie » du Nord et la « schizophrénie » du Sud, des villes s'internationalisent et des coopérations se développent



Samira BAGHDADI

*Directrice de la Fondation Culturelle Safadi (Liban)
Ancienne élue municipale (du 2004 à 2016),
Enseignante universitaire (1995-2012)*



Semaan BACHAWATI

*Directeur de LEDA (North Local Economic development Economic)
Consultant indépendant*

L'usage du terme "amnésie" employé par un chercheur du Nord¹ concernant l'histoire des relations internationales de collectivités territoriales a constitué un choc pour nous élue et praticien du Sud. Le mérite de ce choc a été de montrer par une lecture réaliste et objective de l'expérience française, l'absence de référence – dans l'histoire – tant sur mes enjeux que pour les critères qui ont conditionné le développement de la coopération Nord - Sud entre collectivités territoriales. A écouter jusqu'à la fin l'analyse développée ce choc s'est d'autant plus accentué que parallèlement à « l'amnésie partielle » du Nord, a émergé en nous un "réalisme réactionnel" se traduisant par notre reconnaissance d'une « amnésie générale » du Sud.

L'utilisation d'un second terme 'l'Échec de la réciprocité' par un second chercheur du Nord² dans sa lecture politique de la coopération a engendré une réaction similaire quant au comportement et à la conduite des élus et des praticiens du Sud. Ils adoptent un positionnement déficitaire par rapport à cet enjeu de réciprocité « en contribuant activement au développement d'un discours de crise [chez eux] afin de légitimer l'adoption de modèles importés dans le cadre des projets de coopération ». Ces mêmes élus du Sud se positionnent de façon antagonique, voire « schizophrène » entre leur discours et leur pratique en matière de coopération décentralisée. Si le Nord lit et juge les relations de coopération décentralisée comme un « échec de la réciprocité », le Sud se concentre sur les profits directs et les opportunités potentielles de financement que peut

¹ Internationalisation des Villes et des Territoires, Deuxième atelier, 9 février 2017 -, Programme "Internationalisation des villes et des territoires, Monsieur Renaud PAYRE – Directeur de l'institut d'études politiques de LYON

² Internationalisation des Villes et des Territoires, Deuxième atelier, 9 février 2017, Yves VILTARD - CESSP PARIS I

accroître toute action de coopération au moment où certains jugent cette "dite coopération" comme une nouvelle forme de colonisation.

Et pourtant des projets de coopération continuent à voir le jour, des visites politiques – tourisme des élus ? - continuent à prendre place, signature de conventions, organisation de visites techniques, échanges d'expériences, etc.

La lecture des chercheurs du Nord est-elle partagée par les responsables politiques du Nord ? Praticiens et chercheurs du Sud sont-ils en mesure de prendre des positions différentes de celles des responsables politiques du Sud quant aux enjeux de ces coopérations ? Ensemble peuvent-ils rétablir « un équilibre de réciprocité » rompu et affecté par des variables géopolitiques mouvantes et ensemble recadrer l'action de coopération comme choix de peuples libres soutenue par une législation favorable et des structures compétentes ?

Ce questionnement par rapport à la "réciprocité rompue" - pour ne pas demeurer un jugement - exige un passage concret par le terrain sollicitant maires, élus et praticiens pour s'arrêter sur leurs expériences réelles et mener un débat constructif à partir de ces dernières.

- **Ce débat doit porter en premier sur le pourquoi de la coopération.**

Les élus du sud se sentent-ils embarquer dans une aventure "tendance" qui leur assure une certaine visibilité, qui se nourrit d'intérêts politiques particuliers ? Où se sont-ils fixés des objectifs clairs sur la base d'une stratégie de réseautage et de partenariats ?

Ont-ils investi dans la coopération afin d'acquérir des savoir, savoir-faire et savoir être en vue d'assurer une meilleure gestion de leur territoire pour améliorer la gouvernance locale ?

Le discours porté par les élus du Nord qui valorise "l'échange entre partenaires" est-il compris par les élus du Sud qui associent le partenaire du Nord à un 'bailleur de fond" ou à "un garant pour accéder au bailleur de fond" ?

... Questionnement peu innocent émergeant de l'observation participative !

- **Ce débat doit en second fonder la pertinence de la coopération en termes de problématiques construites, d'outillage et d'évaluation d'impacts.**

Les acteurs de la coopération dans le cas libanais sont des opérateurs ou des bureaux d'études qui servent leurs propres intérêts. Pour bénéficier de financements européens, ils vantent et vendent la coopération aux autorités locales et cherchent par des démarches "Mix and Match" à entraîner des collectivités du sud dans des relations avec des homologues potentiels du nord sur la base de discours fondés sur des "problématiques territoriales partagées", mais jamais sur la base de besoins réels émergents, de pratique de gouvernance, d'organisation administrative des structures respectives, de leur capacité d'échange et de partage.

Comme si l'on est dans une situation de "shop list", second constat non innocent !

- **Ce débat doit inclure une troisième dimension, celle des variables, des mouvances et des urgences.**

Cette dimension induit de conduire une réflexion sur comment conduire un débat réel, stratégique et dynamique entre "des partenaires qui ont décidé en toute volonté de monter une relation bidirectionnelle basée sur la confiance".

Cette troisième dimension du débat à mener est de pleine actualité. Elle est un fondement pour construire des mesures et des réponses pour éviter une crise émergeante qui ébranle le Sud et affecte le Nord fondées sur des réponses convenues "du Nord solidaire qui par sa responsabilité internationale et son sens solidaire aide techniquement et financièrement le Sud à gérer la crise".

Ce slogan peu innocent ne doit pas être trompeur, entre partenaires la clarté est indispensable. Par la suite la 3ème dimension de ce débat doit porter sur la capacité des acteurs du Sud à solliciter leurs partenaires du Nord pour ensemble réfléchir à la crise du fanatisme religieux et de ses impacts politique, culturel, économique et social afin d'envisager des pistes d'actions concertées et efficaces.

Pour sortir des jugements et des constats peu innocents soulevés dans cet article, toutes les dimensions du débat doivent avoir leur place.

Cet article n'est que le déclenchement et le catalyseur d'un processus de recherche dont la vérification est un pilier planifié auprès d'acteurs locaux au Liban en occurrence des Maires de grandes villes (Beirut et Tripoli), des Présidents de communauté de communes (Zouk et Chouf) et de praticiens (Bureau de développement local et Bureau technique des villes Libanaises).

Résultats à être partagés dans le cadre du colloque (Décembre 2017)

1
1